

La Belgique fédérale s'appuie quant à elle sur les indicateurs de développement durable mis en place par le Bureau du Plan¹⁰, qui proposent un suivi de la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable adoptés par l'ONU en 2015. On notera au passage que le Bilan 2016 montre que « dans de nombreux domaines, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030.¹¹ »

Enfin, pour la Région wallonne, l'IWEPS¹² travaille depuis quelques années à développer sept indicateurs complémentaires¹³, à savoir : un indice de situation sociale (ISS), un indice de bien-être (IBE), l'empreinte écologique et la biocapacité, un indice de situation environnementale, un indicateur sur le capital économique, auxquels s'ajoutent un indicateur relatif à la gouvernance et un autre relatif aux pressions sociales et économiques sur l'environnement.

Plutôt que de décrire ces différents indicateurs, posons-nous la question de leur utilité...

Nous disposons en Belgique d'une pionnière en la matière en la personne d'Isabelle Cassiers, professeure d'économie à l'UCL et chercheuse au FNRS.

Une première utilité d'indicateurs alternatifs est de modérer l'importance accordée au PIB. Selon Isabelle Cassiers, « le calcul du PIB est important pour qui veut connaître la somme de la valeur ajoutée (au sens comptable) des activités qui transitent d'une manière ou d'une autre par un marché. Le problème commence lorsqu'on lui accorde un autre sens et une autre place, en imaginant qu'accroître cette somme serait en soi vertueux et contribuerait au bien-être de tous.

Car c'est faux, pour diverses raisons désormais bien connues : certaines activités engendrent des dégâts environnementaux considérables (qui ne sont

pas comptabilisés négativement) ; d'autres ne font qu'entretenir un consumérisme finalement générateur de frustrations plus que de bien-être ; enfin, le PIB peut croître au bénéfice d'une seule minorité, ce que dissimule une statistique globale, ou moyenne (PIB par tête). Assimiler la prospérité à la croissance de valeurs marchandes est terriblement réducteur.¹⁴ »

Voilà qui contraste avec certains discours politiques... Mais ce n'est pas tout.

Prenant exemple du BNB développé au Bhoutan, Isabelle Cassiers insiste sur l'importance de « définir les finalités d'une société en termes d'être plutôt que d'avoir ». Elle rappelle que le BNB « s'attache surtout à ce que l'on pourrait appeler des conditions sociétales du bonheur : accès à la santé, à l'éducation, à la vie communautaire ; ou encore qualité de l'environnement et vitalité culturelle.¹⁵ »

« La folie, c'est de toujours
se comporter de la même manière,
mais de s'attendre à un résultat différent. »

Albert Einstein

Conclusion

Derrière la recherche d'indicateurs alternatifs apparaît finalement l'idée d'un autre modèle de société, basé sur d'autres principes que la rentabilité et le profit. La tendance à tout quantifier/chiffrer fait d'ailleurs partie des mécanismes à enrayer si l'on souhaite rompre avec cette logique dogmatique, à laquelle nous sommes tous plus ou moins sensibles.¹⁶ Le *buen vivir* des communautés indigènes d'Amérique latine, le BNB du Bhoutan et les initiatives prises çà et là pour redéfinir la prospérité ne sont peut-être pas si naïves, en fin de compte. Là où d'aucuns verront une utopie imprécise, voire un flou artistique, d'autres entreverront l'espoir d'une société où il fera tout simplement bon vivre. Cela paraît dérisoire, mais n'est-ce pas l'essentiel ?

● Renato Pinto, Vivre Ensemble



10. <http://www.plan.be/press/communiqu-1603-fr-progres-vers-les-objets+de+developpement+durable+de+l+onu+bilan+2016>, consulté le 20.09.16.

11. Ibid.

12. Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

13. <http://icpib.iweps.be/indicateurs-comp/C3%A9mentaires-pib.php>, consulté le 22.08.16.

14. <http://www.agirparlaculture.be/index.php/entretien/331-isabelle-cassiers-changer-d-indicateur-pour-changer-l-avenir>, consulté le 22.08.16.

15. Op. cit.

16. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer la réticence des parents comme des enseignants dès lors qu'on suggère de supprimer la note dans les bulletins.

Volon'Terre ! Bulletin de liaison des bénévoles d'Entraide et Fraternité et Action Vivre Ensemble.

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | entraide@entraide.be |

www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - Coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Simonazzi | Maquette et Impression Unijep

Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT 

Entraide et Fraternité BE68 0000 0000 3434 - Action Vivre Ensemble BE34 0682 0000 0990 - Merci

Bien vivre, un projet difficile à mesurer

La croissance économique : décideurs et observateurs ne tarissent de commentaires à propos de cet indicateur, dont on connaît pourtant les limites. En Belgique, comme dans d'autres pays, beaucoup essaient de s'en détacher, afin d'évaluer la prospérité à l'aune de paramètres différents, ou tout simplement de se passer de tels instruments de mesure.

« *L'économie belge est aujourd'hui sur la bonne voie. La voie de la croissance durable pour maintenir des standards de vie de qualité.*¹ » Cette phrase du Premier ministre belge, Charles Michel, illustre à merveille l'obsession de nos décideurs pour la croissance économique. Cette croissance serait donc la « bonne voie », celle qui permet de garantir une vie « de qualité ». En matière de lutte contre la pauvreté, c'est aussi ce qui est souvent préconisé dans les hautes sphères : retrouver la voie de la croissance et, par ruissellement, cela profitera à l'ensemble de la société.

En bon communicateur, Charles Michel y ajoute l'adjectif à la mode – durable – tandis que son gouvernement s'efforce de mettre en place des réformes, permettant selon lui d'atteindre cet objectif.

Face aux défis de l'appauvrissement et des inégalités sociales, ces méthodes laissent toutefois songeur. L'on sait qu'à partir d'un certain seuil, il n'y plus de lien entre croissance du produit intérieur brut (PIB) et bien-être², comme on sait que rechercher obstinément la croissance est peu utile si les fruits en sont inégalement répartis. Que dire encore de l'incompatibilité entre croissance (même durable) et limites de la biosphère ? Enfin, la logique de croissance illimitée se heurte à nos propres capacités humaines : à force de parler de productivité, de compétitivité, ne risque-t-on pas d'oublier que l'être humain n'est pas tout-puissant et que, lui aussi, risque l'épuisement, tant sur le plan physique que psychologique ?

1. Discours de Charles Michel à l'occasion de la rentrée parlementaire d'octobre 2015,

<http://www.levif.be/actualite/belgique/l-ecconomie-belge-est-aujourd-hui-sur-la-bonne-voie/article-normal-427575.html>.

2. Voir l'article d'Isabelle Cassiers : <https://miniurl.be/r-17jx>

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !



Vivre bien : une question de point de vue

Dans son discours, le Premier ministre établit un lien entre « croissance durable » et « standards de vie de qualité » : ce qu'on pourrait appeler le bien-être, vivre bien... Mais en somme, qu'est-ce que cela signifie, aujourd'hui, en Belgique ? L'accès à un certain confort ? Un pouvoir d'achat important ? Une vie sociale épanouie ?

Par exemple, pour son baromètre Confiance & Bien-être (janvier 2016), Solidaris⁵ s'est basé sur six indices : les conditions de vie objectives, la qualité des relations de proximité, le rapport à la société (incluant la citoyenneté et l'image des autres), l'image de soi et les projections dans l'avenir, ainsi que l'état de santé physique et psychique.

On pourrait sans doute consacrer de nombreuses recherches à cette question. Mais il est aussi intéressant de se confronter aux réflexions menées, depuis longtemps, dans d'autres pays. Prenons le temps de deux brefs voyages, l'un en Amérique latine, l'autre au cœur de l'Asie.

Pourquoi ce détour ? Pourquoi faudrait-il s'intéresser à ces réflexions menées dans des pays considérés comme moins développés ? Rappelons-nous que la plupart des pays du Sud ont connu, en version accentuée, les affres de l'austérité et des vagues de privatisations qui laissent encore des traces aujourd'hui.⁶ Là-bas, comme chez nous, les dogmes néolibéraux ont eu pour conséquences inégalités, mal-être, endettement, délitement du tissu social et détérioration des biens communs.

Et, là-bas, comme ici, certains s'efforcent de bâtir un autre modèle de société. Nous sommes donc confrontés à des défis similaires car, même si nous disposons d'outils qui nous servent encore de parechoc, comme la sécurité sociale, rien n'en garantit la pérennité.

• Le PIB, un indicateur fiable ?

Lorsque les médias et les politiques nous parlent de croissance, cela sous-entend la croissance du produit intérieur brut (PIB). D'après Eurostat, le PIB est « un indicateur de base du niveau général de santé économique d'un pays. [Il] équivaut à la somme de la valeur ajoutée brute de toutes les unités institutionnelles résidentes (c'est-à-dire les industries), augmentée des impôts et diminuée de toute subvention sur les produits.³ »

Pour beaucoup, le PIB constitue cependant une mesure imprécise. En effet :

- > il ne prend pas en compte une partie de la richesse économique produite (travail domestique, volontariat) ;
- > il inclut des éléments qui dopent la croissance sans améliorer le niveau de vie de la population, voire qui le détériorent (activités polluantes, pénibilité du travail, publicité, armement...), ou qui n'interviennent qu'en réaction d'un dommage (opérations chirurgicales suite à des accidents, procès) ;
- > son utilisation influence exagérément les choix politiques.

Un exemple criant : le marché de l'obésité. Des dépenses considérables – marketing, consommation dans les fast-foods, achat de produits amincissants, dépenses médicales – alimentent le PIB tout en gonflant les chiffres de l'obésité qui, rappelons-le, n'en reste pas moins une pathologie.⁴ Autre exemple : si vous vous cassez la figure à vélo, vous alimenterez le PIB en frais médicaux, réparation ou remplacement du vélo... mais cela ne vous consolera sans doute pas.



Se mettre à l'écoute de la Terre

Le buen vivir

Le concept de **buen vivir**, le bien-vivre, se fonde sur « une pratique millénaire. Elle part de la relation avec la nature à laquelle aspirent les populations indigènes [d'Amérique latine]. Cette idée provient du mode de vie quotidienne de ces communautés, où l'on coexiste avec la nature sans l'endommager, en lui apportant le même soin que l'on reçoit d'elle, tout en tenant compte d'éléments importants comme l'équilibre, l'harmonie et la réciprocité.⁷ »

Cela implique le respect de tout être vivant, et bien entendu de tout être humain. « Ce qui nuit à d'autres personnes, ou à la nature, est négatif pour tout le monde. Vivre bien, c'est comprendre que le bien-être doit être partagé entre tous et avec tout ce qui nous entoure. »

Plusieurs concepts en découlent : l'écoute de la Terre Mère, ainsi que l'égalité et la complémentarité entre hommes et femmes. L'idée de **buen vivir** s'oppose également au modèle capitaliste, par essence basé sur le profit (des uns sur les autres) et l'exploitation (des ressources naturelle, de la main-d'œuvre, etc.).

Notons cependant une limite : il s'agit simplement d'idéaux conceptuels, qui peuvent certes être appliqués de manière pratique dans la vie quotidienne mais qui, à l'heure actuelle, se résument au néant sur le plan de l'organisation de la société, à l'exception de certaines communautés indigènes marginalisées.

Le BNB ou bonheur national brut

Depuis 2008, le Bhoutan, petit pays de 750 000 habitants coincé entre l'Inde et la Chine, s'est doté d'un indice emblématique : le **bonheur national brut** (BNB). Ce principe, fondé sur les traditions ancestrales d'un pays fort imprégné par le bouddhisme, est désormais acté au niveau législatif.

Le BNB se base sur quatre piliers : croissance et développement économiques ; conservation et promotion de la culture ; sauvegarde de l'environnement et

utilisation durable des ressources ; bonne gouvernance (ces quatre axes sont déclinés en neuf domaines, eux-mêmes divisés en trois indicateurs). L'objectif des politiques publiques est que l'ensemble de la population atteigne un seuil de suffisance pour chaque domaine.

Concrètement, certains succès sont indéniables : gratuité de l'éducation et des soins de santé, engagement constitutionnel de réserver au moins 60% du territoire aux forêts et aux zones boisées, absence de panneaux publicitaires, interdiction de la vente de cigarettes, interdiction des chaînes de fast-food, limitation du tourisme de masse...

Les détracteurs observeront que le pays n'en est pas moins confronté à certains défis de taille : chômage, endettement, pauvreté, corruption, consumérisme... Les élections de janvier 2013 ont d'ailleurs porté au pouvoir un Premier ministre qui remet en cause la valeur du BNB (sans l'avoir abandonné à ce jour). La journaliste Marie-Monique Robin, auteure du documentaire Bhoutan : au pays du Bonheur national brut, y voit néanmoins « un effort sincère de penser autrement⁸ ». De plus, si on le compare au principe du **buen vivir**, le BNB bhoutanais a le mérite de trouver une concrétisation sur le plan législatif.

Un tel indicateur serait-il pertinent pour un pays comme la Belgique ? Lorsqu'on lui posait cette question, M. Jigmi Thinley, ancien Premier ministre du Bhoutan, répondait avec bon sens : « Seulement si les Belges considèrent que le bonheur est important. »

Des indicateurs utiles ?

On se réjouira de constater que plusieurs initiatives ont déjà été prises, en Belgique comme au niveau international, visant à **dépasser les limites du seul PIB**. On connaît assez bien l'Indicateur de développement humain (IDH) des Nations unies. L'OCDE a lancé l'Indicateur du vivre mieux. Même la Commission européenne a communiqué sur le thème « Le PIB et au-delà : mesurer le progrès dans un monde en mutation⁹ ».

3. <https://miniurl.be/r-17jy>, consulté le 21.09.16.

4. VAURY O., « Le PIB est un indicateur satisfaisant du progrès du niveau de vie d'une société », Petit bréviaire des idées reçues en économie, Paris, La Découverte/Poche, pp. 194-204.

5. <http://www.institut-solidaris.be/wp-content/uploads/2016/01/Confiance-et-Bien-etre.pdf>, consulté le 20.09.16.

6. Sous forme de programmes d'ajustement structurel, notamment.

Un niveau de revenu très élevé n'est pas nécessairement source de bien-être.



7. Construir un desarrollo alternativo desde la cosmovisión de los pueblos, document produit par l'organisation guatémaltèque SERJUS.

8. <http://www.marianne.net/bhoutan-pays-du-bonheur-decrete-100236319.html>, consulté le 22.08.16.

9. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0433:FIN:fr:PDF>, consulté le 22.08.16.